Newsletter Maroc

Mars 2008 - n° 24

Sommaire

▮	Edito	2
▮	Loi relative à la fiscalité des collectivités locales	3
	Taxe professionnelle	3
	Taxe d'habitation	5
	Taxe de services communaux	6

Edito

Chers lecteurs,

Depuis 2004, les autorités marocaines se sont engagées dans un processus de simplification et d'harmonisation de la loi fiscale. Rappelons que l'année 2004 a vu l'instauration de la Loi sur les droits d'enregistrement abrogeant le Code de l'enregistrement datant de 1958. Le chantier s'est poursuivi avec la refonte des lois sur l'IS, la TVA, l'IGR datant de la fin des années 80 : en 2005 a été créé le Livre des Procédures Fiscales, regroupant les règles en matière de contrôle, de procédure de rectification et de contentieux applicables aux trois impôts et aux droits d'enregistrement ; en 2006 a été instauré le Livre d'assiette et de recouvrement regroupant les règles en matière d'assiette et de recouvrement également applicables aux trois impôts et aux droits d'enregistrement. Enfin, en 2007, le Code Général des Impôts ("CGI") a vu le jour, dans lequel sont codifiées, dans un Livre Premier, les dispositions du Livre d'assiette et de recouvrement et dans un Livre II, les dispositions du Livre des Procédures Fiscales.

Ce processus de simplification et d'harmonisation s'est poursuivi, fin 2007, avec la refonte des textes relatifs aux différents impôts et taxes perçus par les collectivités locales et leurs groupements, et notamment du Dahir de 1961 relatif à la patente et des Dahirs de 1989 relatifs à la taxe urbaine et à la taxe d'édilité.

Ainsi, la loi n°47-06 relative à la fiscalité des collectivités locales a été promulguée le 30 novembre 2007 et publiée au Bulletin Officiel le 6 décembre 2007.

Nous nous intéresserons dans cette Newsletter aux dispositions régissant la taxe professionnelle (ex impôt des patentes), la taxe d'habitation (ex taxe urbaine) et la taxe de services communaux (ex taxe d'édilité).

Bonne lecture.

Frédéric Elbar

Avocat Associé

Gérant du Bureau de Casablanca

frederic.elbar@cms-bfl.com

Wilfried Le Bihan

Avocat

Directeur du Bureau de Casablanca

wilfried.lebihan@cms-bfl.com

Loi relative à la fiscalité des collectivités locales

Nous vous rappelons que la loi n°47-06 relative à la fiscalité des collectivités locales a été promulguée le 30 novembre 2007 et publiée au BO le 6 décembre 2007.

Nous nous référerons ci-après à "la Loi".

A titre liminaire, **nous attirons votre attention sur le fait que**, de la même façon que cela est prévu par le CGI en matière d'IS, de TVA, d'IR ou de droits d'enregistrement, **cette Loi est venue abroger, à compter du 1^{er} janvier 2008, toutes les dispositions relatives aux impôts et taxes qu'elle régit et qui étaient prévus auparavant par des textes législatifs particuliers.**

Ainsi, si un texte particulier (par exemple la loi n°21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures ou encore le dahir de 1963 relatif à la province de Tanger) prévoyait un traitement spécifique en matière de taxe urbaine, d'impôt des patentes ou de taxe d'édilité ou de toute autre taxe perçue par les collectivités locales, qui ne serait pas repris par la Loi n°47-06, ce traitement ne serait plus applicable à compter du 1^{er} janvier 2008.

Nous préciserons, en outre, que nous ne viserons pas les cas spécifiques dans le cadre de cette Newsletter (établissements hôteliers, implantation dans certaines zones du Royaume, etc.).

Taxe professionnelle

Les dispositions en matière de taxe professionnelle reprennent pour l'essentiel celles prévues par la loi relative à l'impôt des patentes. Toutefois, une grande nouveauté en matière déclarative a été introduite : tout redevable doit déposer une déclaration dite "déclaration des éléments imposables".

Redevables et exonération

La taxe professionnelle reste une taxe due par **toute personne physique de nationalité marocaine ou étrangère et par toute société de droit marocain ou succursale de société étrangère, exerçant au Maroc une activité professionnelle**, telle que classée selon la nomenclature précitée.

L'un des apports de la Loi consiste, à cet égard, en une nouvelle nomenclature où apparaissent désormais les concepteurs de sites Internet, les vendeurs de téléphones mobiles, les conseils de gestion et les entrepreneurs de génie informatique.

Une **exonération quinquennale** est toujours applicable à compter du **début de l'activité**, étant précisé que ce n'est plus le redevable qui bénéficie de cette exonération mais c'est **l'activité nouvellement créée**. Ainsi la Loi exclut les sociétés nouvellement créées qui auraient bénéficié d'un transfert d'activité ainsi que les sociétés dont l'exploitant aurait changé (à travers une cession de titres par exemple). Sont toujours exclues du bénéfice de cette exonération les succursales de sociétés étrangères et les sociétés d'assurance et de réassurance.

Bénéficient également toujours de l'exonération quinquennale les terrains, constructions, additions de constructions, matériels et outillages.

Base imposable

Il s'agit toujours d'une **taxe proportionnelle** dont la base imposable est constituée par la **valeur locative annuelle brute**, normale et actuelle des locaux, emplacements et aménagements servant à l'exercice des activités professionnelles imposables, y compris ceux acquis par voie de crédit-bail. La Loi est venue, en outre, préciser ce que la pratique nous avait appris, à savoir que **sont compris dans la base imposable les biens loués**. La Loi reste, en revanche, silencieuse sur le fait de savoir si ces biens loués rentrent ou non dans la base imposable de leur propriétaire, qui n'en a pas la propriété économique.

Par ailleurs, la valeur locative est toujours déterminée soit au moyen de baux et actes de location, soit par voie de comparaison, soit par voie d'appréciation directe.

La Loi a repris les dispositions en matière d'impôt des patentes selon lesquelles (i) la valeur locative ne peut être inférieure à **3% du prix de revient des terrains, constructions, agencements, matériel et outillages** et (ii) la valeur locative imposable est limitée à la partie du prix de revient de ces immobilisations à 50 millions de dirhams. Ainsi, la valeur locative imposable doit être proratisée de la façon suivante : **valeur locative imposable = valeur locative x 50 millions de dirhams / prix de revient des immobilisations imposables**. Sont donc exclues du prorata les biens bénéficiant d'une exonération permanente ou temporaire ainsi que les éléments non imposables.

Pour les biens acquis par voie de crédit-bail, la Loi prévoit que la valeur locative est déterminée sur la base du prix de revient desdits biens figurant au contrat initial de crédit-bail, même après la levée d'option d'achat.

La Loi est venue, en outre, préciser la situation des redevables exerçant des activités dans un même local. **La taxe professionnelle est établie pour chaque redevable séparément au prorata de la valeur locative correspondant à la partie occupée dudit local.**

Taux

En ce qui concerne les taux d'imposition, il n'en existe plus que trois : **10, 20 et 30%**.

Par ailleurs, alors qu'en matière d'impôt des patentes le taux applicable en **cas d'exercice de plusieurs activités professionnelles dans un même local** était le taux applicable à celle des activités qui correspondait à la classe la plus élevée, **en matière de taxe professionnelle le taux applicable est le taux de la classe de l'activité principale.** La loi n'a pas précisé selon quelles modalités et/ou au regard de quels documents l'activité principale sera déterminée.

Obligations déclaratives et sanctions y afférentes

Comme annoncé, l'apport essentiel de la Loi consiste en l'obligation pour le contribuable de déposer, une déclaration dite "**déclaration des éléments imposables**". On rappellera que les bases d'imposition à l'impôt des patentes étaient jusqu'alors établies sur la base de la liasse fiscale et, si jugé nécessaire, par le biais de visites des établissements réalisées par les agents des impôts.

Cette déclaration consiste en une déclaration récapitulative faisant ressortir, par établissement exploité, les terrains et constructions, agencements, aménagements, matériel et outillages, indiquant la date de leur acquisition, mise en service ou installation, le lieu d'affectation et leur prix de revient. A cet égard, nous préciserons que **la taxe professionnelle, comme l'était l'impôt des patentes, est due pour l'année entière à raison des faits existants au mois de janvier.**

La Loi prévoit qu'une telle déclaration doit être produite au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle a lieu soit le début d'activité, soit une modification dans l'établissement ayant pour effet d'accroître ou de réduire les éléments imposables.

Dans la mesure où il est peu probable que les éléments imposables d'un redevable donné ne soient aucunement modifiés d'une année à l'autre, **une déclaration devrait être produite au plus tard le 31 janvier de chaque année.**

Nous préciserons que la Loi prévoit que cette déclaration doit être établie sur ou d'après un imprimé-modèle que l'administration n'a pas encore circularisé. A défaut, les redevables ont déposé au 31 janvier 2008 une déclaration établie sur papier libre.

En cas de défaut ou de retard dans le dépôt de la déclaration des éléments imposables ou des modifications y afférentes, ou de déclaration insuffisante ou incomplète, l'imposition est établie d'après les éléments en possession de l'administration avec application d'une majoration de 15% calculée sur le montant de la taxe due ou qui aurait été due en l'absence de toute exonération ou réduction, sans préjudice de l'application des sanctions pour paiement tardif de la taxe (pénalité de 10% et majoration de retard de 5% pour le premier mois de retard et de 0,5% par mois ou fraction de mois supplémentaire).

Prescription

Le délai de prescription en matière de taxe professionnelle est de **4 ans** à compter de l'année au titre de laquelle la taxe est due. Nous rappellerons qu'il était de 3 ans en matière d'impôt des patentes.

Droit de contrôle

De même qu'en matière d'impôt des patentes, les inspecteurs des impôts peuvent visiter, aux heures légales pendant toute période de l'année, les locaux servant à l'exercice de l'activité imposable, pour procéder à toutes constatations utiles et recueillir tous renseignements nécessaires à la détermination de la base de la taxe.

Taxe d'habitation

Les dispositions en matière de taxe d'habitation reprennent pour l'essentiel celles prévues par la loi relative à la taxe urbaine, sauf en ce qui concerne le champ d'application, ce qui introduit une différence majeure entre les deux lois.

Les immeubles bâtis affectés à une activité professionnelle et les terrains affectés à une exploitation ne sont pas soumis à la taxe d'habitation. Ainsi, une société n'est plus redevable, au titre des terrains et constructions affectés à son activité, que de la taxe professionnelle et de la taxe de services communaux (cf. ci-après).

Biens imposables

Comme indiqué ci-dessus, le champ d'application de la taxe d'habitation est désormais limité aux **immeubles bâtis et constructions** de toute nature occupés par leurs propriétaires, ou **mis** bénévolement, par lesdits propriétaires, à la **disposition** de leurs conjoints, ascendants ou descendants, à **titre d'habitation**, étant rappelé qu'est compris le sol sur lequel sont édifiés lesdits immeubles et constructions et les terrains y attenants.

La Loi est venue préciser que lorsque les terrains attenants aux constructions ne sont pas aménagés, ou lorsque ces aménagements sont peu importants, la superficie à prendre en considération pour la détermination de la valeur locative est fixée au maximum à 5 fois la superficie couverte de l'ensemble des bâtiments.

Redevables et exonération

Ainsi qu'il était prévu en matière de taxe urbaine, la taxe d'habitation est établie au nom du propriétaire ou de l'usufruitier et à défaut, au nom du possesseur ou de l'occupant.

Une **exonération quinquennale** est toujours applicable aux constructions nouvelles pendant une période de 5 années à compter de leur achèvement. La Loi a précisé que seules étaient visées les constructions nouvelles réalisées par des personnes au titre de leur **habitation principale**. Les résidences secondaires semblent donc exclues de ce régime.

Base imposable

De même qu'en matière de taxe urbaine, la taxe d'habitation est assise sur la **valeur locative des immeubles**, déterminée par voie de comparaison par une commission de recensement. Cette valeur locative est fixée d'après la moyenne des loyers pratiqués pour les habitations similaires situées dans le même quartier. La valeur locative est révisée tous les cinq ans par une augmentation de 2%.

Par ailleurs, il est toujours prévu que la **valeur locative des habitations principales, occupées par leurs propriétaires ou leurs conjoints, ascendants ou descendants, est réduite de 75%**. Ainsi que le prévoyait la doctrine administrative, la Loi est venue préciser que cet abattement est applicable aux Marocains résidant à l'étranger pour le logement qu'ils conservent à titre d'habitation principale au Maroc, occupé à titre gratuit par leur conjoint, leurs ascendants ou descendants. Les étrangers disposant d'une résidence secondaire au Maroc ne bénéficient donc toujours pas de ce régime, quand bien même ils résideraient dans un pays ayant signé une convention de non-double imposition avec le Maroc disposant d'une clause de non-discrimination.

Obligations déclaratives et sanctions y afférentes

La loi en matière de taxe urbaine prévoyait que les propriétaires ou usufruitiers était tenus d'**informer** le service local, du lieu de situation des immeubles bâtis et non bâtis relevant de la taxe urbaine, **de tout changement d'affectation ou de propriété concernant ces immeubles**. Cette lettre d'information devait être adressée sous au service précité avant le 31 janvier de l'année suivant celle du changement. Cette règle a été maintenue en matière de taxe d'habitation, toutefois la forme de l'information a été modifiée. Le redevable doit établir une déclaration, sur ou d'après un imprimé-modèle de l'administration, en indiquant la consistance de l'immeuble, sa nature, la date et le motif des travaux ou du changement et, le cas échéant, l'identité du nouveau propriétaire.

La Loi est venue ajouter une obligation à la charge des propriétaires ou usufruitiers. Ces derniers sont tenus de souscrire, par immeuble, auprès du service local des impôts du lieu de situation dudit immeuble une déclaration d'achèvement de constructions nouvelles et des additions de constructions. Cette déclaration, établie sur ou d'après un imprimé-modèle de l'administration, doit être souscrite au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle de

l'achèvement des travaux en indiquant la consistance de l'immeuble, sa nature, la date et le motif des travaux.

Nous sommes dans l'attente de l'imprimé-modèle servant de support à la déclaration.

En cas de défaut ou de retard dans le dépôt de ces déclarations, les propriétaires ou usufruitiers sont passibles d'une majoration de 15% calculée sur la taxe due ou qui aurait été due en l'absence d'exonération totale ou partielle.

Taux

Le barème de la taxe d'habitation a été modifié par rapport à celui applicable en matière de taxe urbaine relative aux habitations. Le seuil d'exonération a été relevé de 3000 à 5000 dhs et le taux de la tranche marginale de 30% s'applique dès 40000 dhs.

L'ancien barème était établi de la façon suivante :

Tranche de la valeur locative annuelle (DHS)	Taux en %
Jusqu'à 3 000	0
De 3 000 à 6 000	10
De 6 001 à 12 000	16
De 12 001 à 24 000	20
De 24 001 à 36 000	24
De 36 001 à 60 000	28
Au-delà de 60 000	30

Le nouveau barème a été établi comme suit :

Tranche de la valeur locative annuelle (DHS)	Taux en %
Jusqu'à 5 000	0
De 5 001 à 20 000	10
De 20 001 à 40 000	20
Au-delà de 40 001	30

Prescription

Le délai de prescription en matière de taxe d'habitation est de **4 ans** à compter de l'année au titre de laquelle la taxe est due. Nous rappellerons qu'il était de 3 ans en matière de taxe urbaine.

Taxe de services communaux

Les dispositions en matière de taxe de services communaux reprennent, pour l'essentiel, les dispositions en matière de taxe d'édilité tout en les étoffant quelque peu.

Biens imposables et redevables

La taxe de services communaux est établie annuellement sur les **immeubles bâtis, les constructions de toute nature ainsi que sur le matériel, outillage et tout moyen de production relevant de la taxe professionnelle.**

On notera que la taxe d'édilité visait les machines et appareils, situés dans les circonscriptions d'application de la taxe urbaine et que, dans la mesure où la taxe d'habitation ne s'applique plus aux machines et appareils et appareils faisant partie intégrante des établissements de production et de services, la taxe de services communaux fait référence au champ d'application de la taxe professionnelle.

Dans la même logique, **l'exonération de taxe de services communaux s'applique aux redevables bénéficiant de l'exonération totale et permanente de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle** et non plus uniquement aux immeubles exonérés de la taxe urbaine de façon permanente.

Ainsi qu'il était prévu en matière de taxe d'édilité, laquelle se référait à la taxe urbaine, la taxe de services communaux est établie au nom du propriétaire ou de l'usufruitier et à défaut, au nom du possesseur ou de l'occupant.

Base imposable

De même qu'en matière de taxe d'édilité et compte tenu de la modification du champ d'application de la taxe d'habitation, la taxe de services communaux est assise :

a) en ce qui concerne les **immeubles soumis à la taxe d'habitation et à la taxe professionnelle** y compris ceux qui bénéficient de l'exonération permanente ou temporaire, sur la **valeur locative servant de base au calcul desdites taxes** ;

b) en ce qui concerne les **immeubles non soumis à la taxe d'habitation**, sur le **montant global des loyers lorsque lesdits immeubles sont donnés en**

location ou sur leur **valeur locative** lorsqu'ils sont **mis gratuitement à la disposition de tiers**.

Taux

Les taux de la taxe de services communaux ont été augmentés de 0,5%. En revanche, la taxe additionnelle à la taxe d'édilité a été supprimée.

Ainsi, ils sont désormais fixés comme suit :

- **10,50%** de la valeur locative retenue pour la base imposable, pour les biens situés dans le périmètre des communes urbaines, des centres délimités, des stations estivales, hivernales et thermales ;
- **6,50 %** de ladite valeur locative pour les biens situés dans les zones périphériques des communes urbaines.

Obligations déclaratives et sanctions y afférentes

La Loi est venue préciser que les dispositions relatives aux obligations et aux sanctions en matière de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle sont également applicables en matière de taxe de services communaux.

Prescription

Le délai de prescription en matière de taxe de services communaux est toujours de **4 ans** à compter de l'année au titre de laquelle la taxe est due.

Avertissement légal

Cette lettre d'information ne peut se substituer à des recommandations ou des conseils de nature juridique ou fiscale.

Titularité des droits

Cette lettre d'information est la propriété de CMS Bureau Francis Lefebvre. Toute reproduction et/ou diffusion, en tout ou partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans autorisation préalable. Toute infraction constitue un acte de contrefaçon engageant les responsabilités civile et pénale de son auteur.

Directeur de la publication

Pierre-Sébastien Thill

CMS Bureau Francis Lefebvre Maroc

7, rue Assilah, 20000 Casablanca, Maroc

Tel. : +212 22 22 86 86 - Fax : +212 22 48 14 78

CMS Bureau Francis Lefebvre est membre de CMS, alliance de grands cabinets d'avocats européens offrant aux entreprises un éventail complet de services juridiques et fiscaux en Europe et dans le reste du monde. Fort de plus de 3800 collaborateurs, dont plus de 2000 avocats et 575 associés, CMS s'appuie sur 47 implantations dans le monde.

CMS Bureau Francis Lefebvre is a member of CMS, the alliance of major European law firms providing businesses with legal and tax services across Europe and beyond. Operating in 47 business centres around the world, CMS has over 575 partners, more than 2,000 legal and tax advisers and a total complement of over 3,800 staff.

Cabinets membres de CMS / CMS member firms:

CMS Adonnino Ascoli & Cavasola Scamoni, CMS Albiñana & Suárez de Lezo, CMS Bureau Francis Lefebvre, CMS Cameron McKenna LLP, CMS DeBacker, CMS Derks Star Busmann, CMS von Erlach Henrici, CMS Hasche Sigle, CMS Reich-Rohrwig Hainz.

Implantations mondiales principales
et secondaires de CMS / CMS offices
and associated offices worldwide: **Berlin, Brussels,
London, Madrid, Paris, Rome, Utrecht, Vienna,
Zurich**, Aberdeen, Amsterdam, Antwerp, Arnhem,
Beijing,

Belgrade, Bratislava, Bristol, Bucharest, Budapest,
Buenos Aires, Casablanca, Chemnitz, Cologne,
Dresden, Dusseldorf, Edinburgh, Frankfurt, Hamburg,
Hilversum, Hong Kong, Leipzig, Lyon, Marbella,
Milan, Montevideo,

Moscow, Munich, New York,
Prague, Sao Paulo, Seville,
Shanghai, Sofia, Strasbourg,
Stuttgart, Warsaw and Zagreb.
www.cms-bfl.com